ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

revendications

Question écrite n° 60461

Texte de la question

M. Kléber Mesquida attire l'attention de M. le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche sur la situation difficile des producteurs de porcs en zones de montagne. La crise que connaît la profession n'a cessé de s'amplifier depuis trois ans et l'effondrement quasi-total des cours de l'été dernier s'est conjugué au doublement des coûts de production de 2008. Par ailleurs, dans peu de temps, les prêts avec différés de remboursement vont arriver à échéance. Les éleveurs seront dans l'incapacité de s'acquitter de ces paiements. Sans mesure spécifique pour les zones de montagne et de piémont, des producteurs amèneront dans leur disparition des dizaines de filières et des centaines d'emplois (abattage, découpe et salaison), contrairement aux attentes des consommateurs et des orientations voulues par le Grenelle de l'environnement. En effet, la disparition des éleveurs dans les zones à faible densité va créer une concentration dans des grands bassins de production. Un plan d'urgence, qui semble indispensable, est réclamé par l'interprofession qui alerte sur les dégâts déjà enregistrés en termes financiers et moraux auprès des producteurs. Aussi, il lui demande s'il entend prendre les mesures urgentes pour accompagner des exploitations porcines avec un plan de soutien à la modernisation et au développement commercial dans les zones précitées et s'il compte porter auprès de l'Union européenne la nécessité de mettre en oeuvre des mesures structurelles de soutien aux producteurs de zone de montagne et de piémont.

Texte de la réponse

Les difficultés de marché que rencontre le secteur porcin, depuis la fin de l'année 2007, sont particulièrement importantes pour la production porcine en zone de montagne, alors que les exploitations sont majoritairement de petites structures confrontées à d'importants surcoûts de production. Dès 2008, la filière porcine a bénéficié de dispositifs nationaux de soutien, pour lesquel une attention particulière a été portée aux zones de faible densité, dont les zones de montagne, qui ont été privilégiées dans la répartition des crédits alloués à ces mesures. De surcroît, depuis le 9 novembre 2009, les éleveurs de porcs peuvent bénéficier du plan exceptionnel de soutien à l'agriculture française, annoncé par le Président de la République, le 27 octobre 2009, à Poligny. La diversité des mesures de soutien proposées dans le cadre de ce plan devrait permettre une réponse adaptée aux élevages porcins en zones de montagne, caractérisés par une production mixte, avec une faible spécialisation de la production porcine. Par ailleurs, conscient de l'importance de préserver la production porcine en zones de montagne, les services du ministère chargé de l'agriculture ont engagé une concertation avec les organisations professionnelles, depuis le mois d'avril 2009, afin de définir de nouvelles mesures de soutien adaptées à ce secteur, compatibles avec le droit communautaire. À cet égard, quatre réunions du groupe de travail relatif à la production de porcs en zones de montagne se sont d'ores et déjà tenues. Le dernier groupe de travail, le 11 décembre 2009, a permis de conclure sur un cadre d'intervention ouvert à la production porcine en zone de montagne, à court et moyen terme, au sein du Programme de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013. En premier lieu, pour l'année 2010, la mesure d'accompagnement des investissements agricoles pourra bénéficier aux éleveurs de porcs en zones de montagne, au travers du plan de performance énergétique (PPE), initié en 2009 dans le cadre du plan de relance, pour lequel 38 millions d'euros sont prévus en PLF 2010. La

liste des investissements éligibles à cette mesure sera déterminée, en étroite concertation avec les responsables professionnels concernés. En second lieu, les mesures relatives à l'accompagnement des signes officiels de qualité seront mobilisées au niveau régional. Ces mesures recouvrent, notamment, la prise en charge des frais de certification inhérents aux démarches de signes de valorisation (certification de conformité des produits) ou de signes de qualité (label rouge, IGP). À cet égard, la production porcine en zone de montagne pourra rejoindre les démarches régionales et départementales mises en oeuvre dans le cadre de l'accompagnement des signes officiels de qualité, prévu au titre des mesures 132 (participation des agriculteurs à des régimes de qualité alimentaire) et 133 (activités d'information et de promotion des produits faisant l'objet de régimes de qualité alimentaire) du PDRH.

Données clés

Auteur : M. Kléber Mesquida
Circonscription : Hérault (5e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 60461
Rubrique : Élevage
Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche
Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 13 octobre 2009, page 9576
Réponse publiée le : 12 janvier 2010, page 286